

Une nouvelle mobilisation toujours aussi déterminée

La 6ème journée de mobilisation interprofessionnelle unitaire de manifestations et de grèves depuis la rentrée est sans appel : **cette réforme des retraites, les salariés n'en veulent pas !**

Avec 3,5 millions de manifestants le 19 octobre et une participation à la grève impliquant très largement différentes professions du privé comme du public, la mobilisation s'installe dans la durée.

Rien n'y fait : ni les basses manœuvres du gouvernement, ni les pressions du patronat, pas plus que la répression faite sur les salariés en lutte depuis plusieurs jours ou envers les jeunes lycéens et étudiants qui manifestent et prennent ainsi leur avenir en main.

Les salariés, les retraités, les jeunes de plus en plus nombreux dans les cortèges, confirment, encore et toujours, leur détermination à gagner une autre réforme des retraites. **Le Gouvernement et les organisations patronales ne peuvent y répondre par le mépris, la répression, et les atteintes au droit de grève.**

Les mobilisations en cours ne peuvent être qualifiées « d'intimidation, de prise d'otage d'un pays tout entier » comme l'a déclaré aujourd'hui le Premier ministre. La négation de la démocratie c'est lorsqu'un gouvernement et la majorité parlementaire refusent d'entendre les 71% de la population qui rejettent cette réforme et qui exigent l'ouverture de négociations sur d'autres alternatives possibles. Le chef de l'Etat, le Gouvernement, les élus et le Patronat doivent l'entendre !

La force, l'ancrage dans les entreprises du public comme du privé et le niveau de mobilisation en cours le démontrent, ce qui est maintenant installé dans le pays c'est un vaste mouvement unitaire qui porte l'exigence de justice sociale.

Les salariés expriment au-delà de la question des retraites, leurs exigences d'ouvertures de négociations pour l'emploi, les salaires, l'amélioration des conditions de vie et de travail, le développement des services publics.

Ils savent que le financement des retraites passe aussi par là !

Ce qui est à l'ordre du jour, dans le prolongement des mobilisations de 2009 et des exigences de sortie de la crise financière, c'est une tout autre répartition des richesses du pays pour une réforme des retraites juste et efficace.

LES REVENUS DU CAPITAL DOIVENT PARTICIPER AU FINANCEMENT DES RETRAITES.

Des négociations doivent s'ouvrir sur la base des propositions syndicales :

- *maintien de l'âge légal de départ à 60 ans, et des particularités des différents régimes, avec une retraite à taux plein, sans décote*
- *reconnaissance et prise en compte de la pénibilité par un départ anticipé*
- *un taux de remplacement de 75 % avec un minimum de pension au niveau du SMIC*
- *prise en compte des années d'étude, de chômage et de précarité subie*
- *continuité des départs pour carrière longue amélioré aux 17 – 18 et 19 ans.*

**jeudi 28 octobre 2010
GREVES ET Manifestions
14h30 place Mitterrand de Cahors
14h30 lycée Champollion à Figeac
10H00 à ST CERÉ**